

TUNISIE : APRÈS L'ARMÉE, L'UGTT SOUTIENT GHANNOUCHI

La tension baisse de plusieurs crans

La tension a sensiblement baissé en Tunisie ces dernières quarante-huit heures, à la suite de l'annonce, dans la soirée de jeudi dernier, de la composante du gouvernement de transition, profondément remanié par le Premier ministre, Mohamed Ghannouchi.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Hier vendredi, les manifestations de rue ont cédé la place à un calme constaté à travers tout le territoire tunisien. Même au cœur de Tunis, notamment dans le quartier la Kasbah où se trouve le siège du gouvernement, les «ultras», qui assiègent depuis une semaine le siège du Premier ministre, sont divisés quant à l'attitude à adopter désormais face aux autorités de transition.

Les «irréductibles» réclament toujours le départ de tous, le Premier ministre et le président intérimaire compris. Mais ils sont loin de faire l'unanimité. Il faut dire que Mohamed Ghannouchi a, cette fois, poussé les concessions à leurs extrêmes limites. Le Rassemblement constitutionnel démocratique est dépossédé de tous les ministères-clés dans le nouveau gouvernement. L'intérieur, la défense nationale, les finances, les affaires étrangères notamment passent du RCD, comme exigé par la rue, à des titulaires technocrates. Le parti du président déchu Ben Ali devrait désormais se contenter d'une présence symbolique au gouvernement de transition avec deux portefeuilles de moindre importance comme la planification ou l'industrie. A l'évidence, Ghannouchi a su, cette fois, convaincre la toute-puissante centrale syndicale tunisienne, l'UGTT. Si la centrale maintient sa position consistant à ne pas intégrer (directement du moins) le nouvel exécutif de transition, elle donne son aval quant à sa composante et surtout pour le maintien de Ghannouchi à sa tête. Un soutien inespéré pour le Premier ministre qui peut ainsi compter sur la force politique la plus organisée, la plus représentative en Tunisie en dehors du RCD. Avec, en prime, une crédibilité incontestable et une popularité gran-

dissante à la faveur de la révolution en cours dans le pays. C'est l'UGTT qui encadre politiquement les manifestations en Tunisie, et ce, dès le début, ce qu'aucune autre entité politique n'a réussi à faire. Le secrétaire général de l'UGTT, Abdessalam Jrad, aura même réussi une médiation entre les manifestants qui assiègent le siège du gouvernement et le Premier ministre. A l'AFP, il a déclaré, vendredi, avoir convaincu le Premier ministre de rencontrer des représentants de ces manifestants. Comme le chef d'état-major de l'armée avant lui, Jrad est allé vers les manifestants les exhortant de lever le siège et de rentrer chez eux.

«Les manifestants m'ont dit : nous voulons rentrer, nous voulons des bus (la majorité d'entre eux ne sont pas de Tunis, ndlr). Je leur ai répondu : avant de rentrer, dites-moi quels sont vos objectifs et vos revendications régionales, car les nationales nous les connaissons. Désignez-moi cinq ou six d'entre vous et je vous emmènerai chez le Premier ministre pour que vous lui expliquiez vos demandes. Ils ont salué cette idée.» Suite à quoi, il appellera Ghannouchi. «Je lui ai dit : si nos frères arrivent vraiment à ce résultat, (...) êtes-vous prêt à cela ? Il m'a répondu : nous sommes prêts.»

Le patron de la centrale syndicale conclura alors que la levée du siège qui frappe les bureaux du Premier ministre n'est plus qu'une question de temps. Probablement vendredi, «c'est l'indication que j'ai», affirmait-il. Quoi qu'il en soit, l'on est loin, mais alors très loin, du climat électrique qui tétanisait les institutions tunisiennes depuis la mi-janvier. Ghannouchi est bien parti pour mener la transition avec le soutien des deux forces qui ont survécu à la tempête : l'UGTT et l'armée.

K. A.



Photo : DR

Abdessalam Jrad, secrétaire général de l'UGTT.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EURO-MÉDITERRANÉE

Tunis fait irruption dans les débats de Bruxelles

Sera-ce judicieux et réaliste de prédire qu'en Méditerranée plus rien, désormais, ne rassemblera à aujourd'hui. Encore moins à hier. Oui, au vu des débats surréalistes d'avant-hier de Bruxelles. Carthage fait encore une fois trembler Rome.

De Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Salle ASP1E2, Parlement européen, quartier Loépol - Bruxelles. A partir de Tunis, Sihem Bensedrine prend la parole, généreusement accordée par la présidence du bureau de la Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme de l'assemblée euro-Méditerranée. Merveilles de la technologie de la vidéo-conférence, Bensedrine, sûre d'elle, visiblement émue et contente du cours des événements en Tunisie, tire, d'emblée, sans sommation sur «les faux parlementaires qui salissent l'image de cette assemblée (euro-Méditerranée, ndlr)».

Silence glacial dans la salle. Ni les faux parlementaires, les «élus» sur les listes Ben Ali-Trabelsi dites celles du RCD, ne pipent pas mot. Les autres collègues ne protestent pas, ne disent rien, laissent Sihem Bensedrine, activiste des droits de l'homme, journaliste, figure de proue du mouvement insurrectionnel et citoyen tunisien, dire le droit, rien que le droit, presque tout le droit : «Le peuple tunisien, analyse-t-elle, revigorée et rassurée, a réussi sa révolution mais n'a pas encore réussi sa transition démocratique.»

«L'appareil de Ben Ali, souligne Sihem Bensedrine, est là, toujours là, les dangers sont vivaces, réels». La salle, composée de députés des deux rives, bruisse de bruits, de grondement, de levée de mains, de demandes d'intervention.

La prise de parole est devenue précieuse. L'un d'eux arrive à placer quelques banalités. Elles visent juste, font mal là où il faut. «Les Européens sont toujours en retard, dépassés, quand ils soutiennent une cause, c'est qu'elle n'a, déjà, plus besoin d'eux.»

L'orateur sait de quoi il parle. C'est un Palestinien. Un Portugais, animateur en son temps de la révolution des Œillets au Portugal,

avertit : «C'est vrai que dans le monde arabe, il y a risque de récupération des révolutions par l'islamisme, mais c'est un risque qu'il faut prendre en étant vigilant, moderne, citoyen et prudent. C'est la seule façon de briser le statu quo actuel, largement en faveur des dictatures. Ces dernières font du chantage : "nous ou le chaos". Ça ne sera ni elles, ni le chaos, mais la démocratie, la transition citoyenne.»

Passerelles sérieuses, efficaces entre le Portugal des années 70 et la Tunisie actuelle. Œillets et Jasmin, même florilège. L'Algérie était représentée à ce forum par une délégation de

quatre représentants de l'APN, Seddik Chiheb, Rezgui Mohamed-Kamel, Brahim Boutkhil, Benyounés Mohamed Akli. Rezgui Mohamed-Kamel est intervenu sur le «thème de la sécurité en Méditerranée». Chiheb Seddik a pris la parole pour rappeler à l'assistance l'initiative de paix arabe adoptée à Beyrouth en 2002 et réactivée à Riyad en 2007.

La Commission politique de sécurité et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne a connu des moments houleux, des débats intenses. Loin des insinuations et des insignifiances d'un passé pas si loin

que ça, peu glorieux. La Tunisie et l'Egypte ont relevé cette assemblée des deux rives.

Bichara Khader, directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe (Université Louvain, Bruxelles) : «Ne boudons pas notre plaisir. La Tunisie nous apporte de la joie et du bonheur. Prenons-les, mais soyons vigilants.»

Bichara Khader sait sur quoi il disserte. Il est Palestinien. Arabe. Intellectuel brillant. Son frère Naïm Khader a été assassiné en plein centre de Bruxelles par le Mossad israélien.

A. M.

Tunis demande au Canada d'arrêter un beau-frère de Ben Ali, caché à Montréal

La Tunisie a formellement demandé jeudi à Ottawa d'arrêter Belhassen Trabelsi, beau-frère de l'ex-président Ben Ali, confirmant pour la première fois officiellement que cet homme d'affaires, considéré comme le parrain d'un clan mafieux, se trouvait bien au Canada.

Les autorités canadiennes n'ont pas encore réagi à cette demande, mais elles ont annulé le statut de résident permanent canadien de Belhassen Trabelsi et de sa famille, invoquant la non-observation par ces derniers des obligations qui s'y rapportent, a appris l'AFP de source gouvernementale. Les médias canadiens affirmaient depuis le week-end dernier que le frère de Leïla Trabelsi, épouse de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali, était arrivé à Montréal avec son épouse, ses quatre enfants et la gouvernante de ces derniers. Ils sont arrivés à bord d'un jet privé il

y a une semaine et ont pu sortir librement de l'aéroport de la métropole québécoise grâce à leur statut de résidents permanents, ont rapporté plusieurs télévisions et journaux locaux. Mais l'état s'est resserré autour d'eux mercredi avec l'émission par le gouvernement provisoire de Tunisie d'un mandat d'arrêt international visant Ben Ali, son épouse — tous deux en Arabie saoudite — et six autres membres de leur famille, dont Belhassen Trabelsi.

«L'ambassade a transmis aujourd'hui officiellement aux autorités canadiennes une demande concernant le mandat de dépôt visant le dénommé Belhassen Trabelsi», a déclaré jeudi à l'AFP Nejmeddine Lakhal, conseiller à la représentation tunisienne. Il a précisé que l'ambassade avait eu confirmation par les autorités canadiennes et québécoises de la présence des sept Tunisiens.

La suppression du statut de résident est «un signal clair disant

qu'ils ne sont pas bienvenus au Canada», cependant «il faudra du temps, au moins plusieurs mois, avant qu'ils puissent être renvoyés», a-t-on précisé de source gouvernementale. Ce statut confère à son détenteur les mêmes droits que ceux d'un citoyen canadien, hormis le vote et l'obtention d'un passeport. En le leur retirant, le Canada pourrait expulser les visiteurs tunisiens plus rapidement que par le truchement d'une procédure d'extradition, d'autant qu'Ottawa et Tunis ne sont pas liés par des ententes de coopération judiciaire.

Depuis Rabat où il effectue une visite officielle, le Premier ministre canadien Stephen Harper avait prévenu qu'Ottawa recourrait à «tous les outils» à sa disposition «pour gérer cette situation et pour coopérer avec la communauté internationale».

Selon Radio-Canada, Belhassen Trabelsi vient toutefois de demander l'asile. En fin

d'après-midi, la chaîne TVA a indiqué que les sept Tunisiens venaient de quitter l'hôtel où ils étaient réfugiés depuis une semaine.

Pour semer les médias qui cernaient cet établissement de luxe, situé à l'ouest de Montréal, ils ont été cachés dans un véhicule et emmenés dans un endroit secret, a rapporté TVA.

M. Trabelsi est recherché par le nouveau gouvernement tunisien pour détournement de fonds publics. Son clan, qui selon certains détient 30% du PIB du pays méditerranéen, était surveillé par les services occidentaux.

En juin 2008, l'ambassade des Etats-Unis à Tunis écrivait ainsi, dans un câble révélé par WikiLeaks, que Trabelsi était «réputé pour avoir été impliqué dans la corruption de grande ampleur, du remaniement de la Banque de Tunisie à l'expropriation de biens et l'extorsion de pots-de-vin».